

ALGER

Extract of Alger républicain

الجزائر
الجمهورية
الجمهورية

<http://www.alger-republicain.com/Republique-Arabe-Sahraouie.html>

République Arabe Saharaouie Démocratique : faire avorter la stratégie de l'administration coloniale

- Actualité politique internationale -
Publication date: mercredi 7 février 2018

Description:

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères qui faisait, hier lundi dans une conférence de presse, lecture des résolutions du 30e sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est tenu du 22 au 29 janvier 2018 à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, s'est interrogé sur les « véritables desseins » que court Paris dans son soutien au Maroc dans le dossier sahraoui (...)

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Extraits repris du Soir d'Algérie du 6 février 2018.

Extraits repris du Soir d'Algérie du 6 février 2018.

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères qui faisait, hier lundi dans une conférence de presse, lecture des résolutions du 30e sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est tenu du 22 au 29 janvier 2018 à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, s'est interrogé sur les « véritables desseins » que court Paris dans son soutien au Maroc dans le dossier sahraoui (...)

Revenant au dernier sommet de l'UA, Mohamed-Salem Ould Salek a considéré qu'il a été « le plus loin » dans ses décisions concernant la cause sahraouie depuis la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 et la mise sur pied de l'Union africaine en 2000.

Pour lui, l'appel lancé en direction de la RASD et du Maroc en tant qu'Etats de l'union, « *sans conditions préalables, pour des pourparlers directs et sérieux en vue de parvenir à une solution durable et conforme à l'esprit et à la lettre des décisions de l'OUA/UA et des résolutions pertinentes des Nations-Unies* », est une « décision historique à même de faire « avorter la stratégie de l'administration coloniale ». Surtout que ladite résolution adoptée à l'unanimité des membres de l'UA trace le « cadre » sur la base duquel l'Union africaine mènera son travail de concert avec l'instance onusienne pour la résolution du conflit entre le Sahara Occidental et le Maroc. Dans ce cadre, et en sus de cet appel, le dernier sommet d'Addis-Abeba se dit disposé à relancer « *au besoin, le comité des chefs d'Etat et de gouvernement sur le Sahara Occidental* » et appelle les deux parties à « *coopérer pleinement avec le haut représentant de l'UA pour le Sahara Occidental et l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations-Unies*. Il demande au Maroc en tant qu'Etat membre de « *permettre à la mission d'observation de l'ONU de retourner à Laâyoune, au Sahara Occidental et de permettre également un suivi indépendant des droits de l'Homme dans le territoire* ». La conférence a également réitéré son appel au Forum de Crans Montana, une organisation siégeant en Suisse, à cesser d'organiser ses réunions à Dakhla, au Sahara Occidental. Dans ce sillage, elle exhorte les Etats membres, les organisations de la société civile et autres acteurs concernés à boycotter la prochaine réunion prévue du 15 au 20 mars 2018.

Et si le Makhzen tournait le dos à ces résolutions et s'entête à ne se fier qu'à sa propre feuille de route ? Dans ce cas, le chef de la diplomatie sahraouie a été on ne peut plus clair, affirmant solliciter de l'UA une « intervention militaire pour libérer un pays agressé, et ce, en conformité avec une des dispositions de la charte portant création de l'Union africaine ». Ceci non sans inviter chacun des pays membres d'organisation continentale à tirer ses « propres conclusions ».

M. K.